

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MATRAKI 23. — N° 12.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana pa 20 mati 1873.

PRIX DE L'ABONNEMENT (paquet d'années) :

Un an 10 fr. 00
Six mois 5 fr. 00
Trois mois 2 fr. 50
Un semestre de cinquante jours 1 fr. 50

Pour les Abonnements à l'Année, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

PRIX DES ANNONCES (au kilogramme) :

Ete 20 prendre 10 piastres 10 fr. 00
Automne et hiver 20 piastres 20 fr.
Les deux derniers mois de l'année 25 piastres 25 fr.

Les deux derniers mois de l'année 25 piastres 25 fr.

Les deux derniers mois de l'année 25 piastres 25 fr.

KOMMUNIQUE.

PARTIE OFFICIELLE. — Accords portant extension immédiate de deux mois d'intervalle des termes criminels. — Décisions accordant des bourses aux écoliers des frères et des soeurs.

— Avis administratif.

PARTIE OFFICIELLE. — Timénages de satisfaction. — Avis aux plantations de sucre. — Bulletin télégraphique. — Faits divers. — Situation de la cause agricole au 1^{er} mars 1873. — Mouvement commercial. — Houssement du peint. — Anecdote.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu le jugement en date du 24 décembre 1872, rendu par le tribunal criminel de Papeete, déclarant que les nommés Tiboni et Teriva et Ekarato, soit coupables : 1^{re} Tiboni, d'assassinat le 27 juillet 1872, avec effraction extérieure (en brisant la serrure), dans la chambre de l'occupant de la maison), dans une maison habité, sont les deux derniers individus ayant été arrêtés dans le cadre de l'affaire ; 2^{re} Teriva, de n'être pas dénué de complicité dans le crime son spéciel, en aidant et assistant avec connaissance de cause Iaïti Tibou dans les faits qui ont facilité et consumé ce crime ;

Vu la dépêche ministérielle en date du 26 juillet 1869 rendant applicable dans les Etats du Protectorat l'ordonnance royale concernant le gouvernement de la Guyane française ;

Considérant qu'il ne résulte ni de l'application de la peine, ni des faits dont les condamnés ont été déclarés coupables, aucune circonstance qui soit de nature à faire solliciter pour eux la clémence du gouvernement ;

Sur le rapport du procureur de la République, chef du service judiciaire ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTOS :

Art 1^{er}. Le jugement rendu par le tribunal criminel, le 24 décembre 1872, contre le nommé Tiboni et Teriva, Ekarato, qui les condamne chacun à cinq années de travaux forcés, sera immédiatement exécuté selon sa forme et tenue.

Art. 2. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, inséré et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 21 février 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire,

LOUIS DE LAVAUD.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu le jugement en date du 16 janvier 1873, rendu par le tribunal criminel de Papeete, déclarant que les nommés Richard (Edouard-Louis-Narcisse), âgé de 23 ans, célibataire, né à Paris, et Boué (Georges), âgé de 19 ans, cuisinier, ébéniste, né à Nantes, arrivés à Papeete sur le transvaal de l'Etat Calédonien, venant de la Nouvelle-Calédonie, se sont rendus coupables audit Papeete, dans une maison habité, la nuit, de complicité (en aidant et assistant avec connaissance l'auteur de l'action dans les faits qui l'avaient préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'avaient consommé) soustrait frauduleusement : 1^{re} dans la nuit du 10 décembre dernière, avec effraction extérieure (en fracturant la porte de la boutique), une somme de 40 francs, une montre en argent, un lingot, etc., au préjudice du sieur Hilla; 2^{re} dans la même nuit, une paire de bottes en cuir, un mèdallion, un pendentif de M. Guillausse; 3^{re} dans la nuit du 13 dernier, les deux dernières étoffes (écaillées) d'une fundrière, une croix en os des bœufs d'ailleurs, la somme de 40 francs et d'autres objets au préjudice du sieur Steigens, et 4^{re} dans la même nuit, du jambon, un pot de beurre et autres objets, au préjudice du sieur Kelly ;

Vu la dépêche ministérielle en date du 26 juillet 1869 rendant applicable dans les Etats du Protectorat l'ordonnance royale concernant le gouvernement de la Guyane française ;

Considérant qu'il ne résulte ni de l'application de la peine, ni des faits dont les condamnés ont été déclarés coupables, aucune circonstance qui soit de nature à faire solliciter pour eux la clémence du gouvernement ;

Sur le rapport du procureur de la République, chef du service judiciaire ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTOS :

Art 1^{er}. Le jugement rendu par le tribunal criminel, le 16 janvier 1874, contre les nommés Richard et Bossu, sera immédiatement exécuté selon sa forme et tenue.

Art. 2. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, inséré et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 21 février 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire,

LOUIS DE LAVAUD.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Considérant qu'il est de la plus grande utilité de favoriser autant que possible le développement de l'instruction dans notre Etablissement de Tahiti ;

Vu notre décision en date du 7 octobre 1872 portant que l'indemnité accordée aux directrices des écoles sera portée de trente à cinquante francs par mois, et que chaque des enfants qui coucheron et preveront tous leurs repas dans les écoles ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, Le Conseil d'administration entendu,

DÉCISIONS :

Une bourse à l'école des soeurs de Saint-Joseph de Cluny de Papeete est accordée à la demoiselle Sophie Colombelle.

La dépense annuelle de six cent francs (600⁰⁰ 00), résultant de la concession de cette bourse, sera imputée au chapitre I^{er}, article 1^{er}, § 6, *Instruction publique (Bourses)*.

Est également rapportée la décision du 16 décembre 1871 accordant à M^e la directrice de l'école une indemnité de trois cent soixante francs pour couvrir les frais de nourriture à la charge de l'institution pour ladite demoiselle.

L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée, communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mars 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Pour l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur
empêché et par délégation,

Le sous-commissaire de la marine,

LABARRE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu la demande formée par M. Byrnes, propriétaire à Papeete, dans le but d'obtenir la concession d'une demie-bourse pour sa fille adoptive à l'école des soeurs de Saint-Joseph de Cluny à Papeete;

Vu les arrêts des 7 novembre 1872 et 8 octobre 1863 ;

Sur le rapport de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ;

Le Conseil d'administration entendu,

DÉCISIONS :

Une indemnité annuelle de trois cent soixante francs sera payée à M^e la directrice de l'école des soeurs de Saint-Joseph de Cluny pour couvrir les frais de nourriture qui sont à la charge de l'institution pour la demoiselle Sarah Bachet, qui entrent à l'école le matin, n'en sort que le soir après la fermeture des classes.

Cette dépense sera imputée au budget de la colonie, chapitre I^{er}, article 1^{er}, § 6, *Instruction publique (Bourses)*.

La présente décision, qui aura son effet à compter du jour de l'admission de l'enfant à l'école, sera publiée, communiquée et enregistrée partout où besoin sera et insérée au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Papeete, le 2 mars 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Pour l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur
empêché et par délégation...

Le sous-commissaire de la marine,

LABARRE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Considérant qu'il est de la plus grande utilité de favoriser autant que possible le développement de l'instruction dans notre Etablissement de Tahiti ;

Vu notre décision en date du 7 octobre 1872 portant que l'indemnité accordée aux directrices des écoles sera portée de trente à cinquante francs par mois, et que chaque des enfants qui coucheron et preveront tous leurs repas dans les écoles ;

Sur le rapport de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ;

Le Conseil d'administration entendu,

DÉCISIONS :

Une heure à l'école des frères de l'instruction chrétienne de Papeete est accordée à chacun des enfants ci-après :

Mari Oupa Butcher,

François Fréz,

Engene Sue.

La dépense annuelle de mille huit cents francs (1,800⁰⁰ 00) résultant de la concession de ces heures, sera imputée au chapitre I^{er}, Personnes, article 1^{er}, § 6, *Instruction publique (Bourses)*.

L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui aura son effet à compter du jour

Vendredi 20 mars 1874.

Mémoires de l'Amour

Londres, 17 février. — Le résultat des élections, d'après le *Times*, est très-satisfaisant pour les libéraux. Gladstone a été reçu à Windsor par une forte courtoisie et a offert sa démission et celle de ses collègues. Darblay a été nommé à Windsor. Il a conféré avec plusieurs membres de l'ancien ministère conservateur. Le nouveau gouvernement est très-puissant et sera probablement complété dans le courant de la semaine.

ALLEMAGNE.

Berlin, 3 février. — L'archevêque Lichechowski, qui a été arrêté hier, a été envoyé à Ostrowo, province de Posen; où il sera emprisonné, conformément à l'ordre de la Cour.

Berlin, 5 février. — Le Reichstag a ouvert aujourd'hui. Le discours du trône a été prononcé par le Commissaire impérial. Il a été, parmi les principales mesures à prendre, des lois sur l'assurance sociale, à la presse, aux associations, à la juridiction militaire. Le discours se termine par l'assurance que toutes les révoltes contre l'empereur seront résolues à la conservation de la paix. L'archevêque Lichechowski sera jugé le 4 mars; n'avait pas payé ses amendes. Il peut être relâché si les peines l'emportent et il devra s'incliner malgré les grandes influences mises en jeu en faveur de l'archevêque.

Berlin, 9 février. — M. Falckenberg, qui appartient au parti national libéral, a été élu président du Reichstag allemand.

Berlin, 16 février. — À la séance du Reichstag aujourd'hui, le général de Molka a dit : « Ce que nous avons gagné en six mois, il nous faudra le défendre par la force des armes pendant plusieurs décennies. La France, bien que la majorité de son peuple soit convaincue de la nécessité de la paix, a pu créer une organisation militaire. Nous sommes devenus puissants, mais nous devons rester pacifiques. Nous avons une armée pour nous défendre et non pour conquérir. » Un député d'Alsace a demandé que l'on lit un plébiscite en Alsace-Lorraine pour décider la question de nationalité.

ESPAGNE.

Madrid, 21 janvier. — Le général Dominguez, à la tête de l'armée du centre, a ouvert la campagne contre les carlistes dans la province de Valence. Bascia, ex-membre de la junte de Carthagène, a écrit une lettre à ses amis, les adjurant d'abandonner le federalisme et d'aider le gouvernement national jusqu'à la suppression de l'insurrection carliste.

Madrid, 24 janvier. — Le gouvernement a ordonné la fermeture des clubs alphonquistes.

Madrid, 26 janvier. — L'Espagne a provisoirement rappelé ses représentants diplomatiques de Berlin, de Vienne et de plusieurs autres capitales européennes.

Madrid, 6 février. — Le général Sickler, l'ex-ministre américain, a pris aujourd'hui congé du gouvernement espagnol.

Madrid, 13 février. — L'investissement de Bilbao par les carlistes continue.

Madrid, 15 février. — Les troupes nationales ont battu deux mille carlistes devant Tolosa et ont ravitaillé la ville.

Bayonne, 17 février. — Les carlistes bombardent Berga.

La Havane, 7 février. — La *Gazette officielle* contient une proclamation du capitaine général Jovellar, récemment investi de pouvoirs extraordinaires. Il présente au peuple l'état des choses, il déclare la révolution et déclare : « Il en était de même pour les combats, et les individus accusés de meurtre, de sédition, de révolte, de révolte contre les cours martiales, les autres crimes de guerre, sont condamnés par les cours ordinaires. Il ordonne la mort d'un volontaire sur dix, et l'engagement sera de dix ans. Tous les hommes entre 20 et 45 ans, non volontaires, sont de la milice. Tous les hommes de tout âge qui s'engageront dans la milice seront assujettis aux mêmes conditions que les blancs. Les propriétaires d'esclaves devront en fourrir un certain nombre pour les travaux des fortifications, et à la fin de la campagne ces esclaves seront libérées par le gouvernement, qui paiera aux propriétaires une indemnité de 1.000 dollars par tête.

La Havane, 13 février. — Une bande de plusieurs centaines d'hommes s'est porfée la nuit dernière vers le palais du capitaine général, dans le but de demander que le gouvernement envoie des armes. Le bataillon en état de servir a été renvoyé, et les individus accusés de meurtre, de sédition, de révolte, de révolte contre les cours martiales, les autres crimes de guerre, sont condamnés par les cours ordinaires. Il ordonne la mort d'un volontaire sur dix, et l'engagement sera de dix ans. Tous les hommes entre 20 et 45 ans, non volontaires, sont de la milice. Tous les hommes de tout âge qui s'engageront dans la milice seront assujettis aux mêmes conditions que les blancs. Les propriétaires d'esclaves devront en fourrir un certain nombre pour les travaux des fortifications, et à la fin de la campagne ces esclaves seront libérées par le gouvernement, qui paiera aux propriétaires une indemnité de 1.000 dollars par tête.

La Havane, 17 février. — On donne la nouvelle d'une bataille dans le département central. Le général Basconez, avec trois mille hommes et quatre pièces de canon, a attaqué le corps principal des insurgés composé de cinq mille hommes, sous les ordres de Santa Lucia. La bataille a duré dix-huit heures et s'est terminée par la victoire des Espagnols, qui ont eu que 50 tués et 104 blessés. On ne connaît pas la perte de l'ennemi. Les insurgés dans le département central incendièrent, dit-on, toutes les maisons.

NOUVELLES DIVERSES.

St-Pétersbourg, 23 janvier. — Le mariage du duc d'Edinbourg avec la grande-duchesse Marie a été célébré cette après-midi. Ce jour a été considéré comme un jour de fête, et le matin les rues étaient remplies de monde. Les rues durent plusieurs jours. La ville était pavée et elle sera illuminée samedi et dimanche. Lundi, il y aura, en face du Palais d'Hiver, une grande revue de 41 bataillons d'infanterie, 37 escadrons de cavalerie et d'artillerie, avec 116 canons.

Londres, 23 janvier. — Les drappons ont été déployés sur tous les bâtiments publics et les maisons privées et sur la maison du duc d'Edinbourg. Le château de Windsor, résidence du prince de Galles, est pavé et cloué. Il a été transformé en Angleterre, et il y a deux églises dans pavé toutes les règles.

Londres, 26 janvier. — On vient de recevoir la nouvelle de la mort du Dr. Livingstone dans l'intérieur de l'Afrique. Il est mort de la dysenterie en allant du Lac Bembe à Uanyanze. Son corps a été embaumé et va être transporté en Angleterre par voie de Zanzibar. — La mort du docteur Livingstone a eu lieu en juin dernier. Il y avait quatre jours qu'il voyageait à travers un pays en grande partie submergé; c'est alors qu'il a été attaqué par la maladie qui l'a emporté.

Londres, 27 janvier. — Herr Bruner, un explorateur de l'Afrique, dit, dans une lettre adressée à Gotha et datée de Zanzibar, que le Dr. Livingstone est mort le 46 août. Cette date diffère de celle fixée par les précédentes nouvelles, mais tout doit césser par suite d'une dépêche officielle reçue aujourd'hui de Zanzibar par le gouvernement.

Le résultat des élections, d'après le *Times*, est très-satisfaisant pour les libéraux. Gladstone a été reçu à Windsor par une forte courtoisie et a offert sa démission et celle de ses collègues. Darblay a été nommé à Windsor. Il a conféré avec plusieurs membres de l'ancien ministère conservateur. Le nouveau gouvernement est très-puissant et sera probablement complété dans le courant de la semaine.

Paris, 29 janvier. — Alexandre Duinas fils a été élu membre de l'Académie française.

London, 31 janvier. — Une dépêche de Berlin annonce que le Shah a retiré au baron Reuter la concession qu'il lui avait accordée.

Berlin, 9 février. — David-Frédéric Strauss, l'énorme théologien, est mort.

Paris, 10 février. — Michelet est mort.

Paris, 12 février. — M. Scheider, ancien président du corps législatif, a été frappé d'apoplexie.

Saint-Pétersbourg, 13 février. — L'empereur d'Autriche est arrivé ici hier matin; il a été accueilli par le tsar et le membre de la famille impériale.

London, 15 février. — L'empereur de Russie visitera l'Angleterre au mois d'avril prochain.

Saint-Pétersbourg, 16 février. — Le tsar est malade.

Mort des frères Siamois.

Les deux célèbres frères Siamois, Chang et Eng, sont morts seulement, dimanche soir, en leur résidence de Mount Airy, côté de Smyrna, Caroline du Nord. Depuis une attaque de paralyse qu'il souffrait l'automne dernier, Chang était resté affaibli et avait pris l'habitude de boire des liqueurs fortes pour apaiser ses souffrances. Sa faiblesse était devenue telle dans ces temps derniers qu'il n'avait guère quitté le lit — et son frère non plus, naturellement — pendant les quatre ou cinq jours qui ont précédé la mort. Tonellos, non le croyt dangereusement malade. La nuit de vendredi a été marquée par une agitation extraordinaire, et le samedi à 4 heures du matin Chang a trépassé subitement.

Aussitôt après sa mort, Eng, qui jusqu'alors n'avait paru se ressentir en aucune façon du mal de son frère, a été atteint d'un violent accès de diabète, suivi bientôt d'une prostration complète, et il a rendu le dernier soupir deux heures environ après Chang. Auprès de lui étaient les frères de son frère et leurs nombreux enfants, qui, presque tous seuls, exprimaient leur douleur par des cris inarticulés et de sincères lamentations.

Les frères Siamois étaient âgés de 62 ans, étant nés en 1811 dans un petit village sur la côte de Siem. Après avoir gagné une petite fortune en s'exhibitant en Europe et en Amérique, ils se marrirent le même jour — leurs femmes étaient sœurs — et se fixèrent sur une plantation, près de Salisbury (Caroline du Nord). La meilleure harmonie régna longtemps dans le double ménage, et les deux épouses donneront successivement cinq enfants chacune à leurs maris respectifs. Ensuite, lorsque vint le moment d'un sixième enfant, dont l'assassinat fut une cause de jalouse et de discordes. La mère qui n'avait eu quinze enfants jeta de séparation ; la nature l'avait rendue impossible, et hon gré de son caractère, elle réussit à empêcher les disputes fréquentes des deux épouses, troublées peut-être indépendamment l'existence jusqu'à-là si vaste des jalousies. On se souvient qu'ils étaient aliés, ces dernières années, consulter les meilleurs chirurgiens d'Angleterre et de France sur la possibilité de trancher la membrana de clair qui les unissait, mais qu'aucun n'osa tenir l'expérience, de peur qu'elle ne fit sauvage de mort immédiate. Chang et Eng étaient membres assidus d'une petite église baptiste située à proximité de leur plantation.

La femme à deux têtes.

A propos du phénomène incroyable de la femme à deux têtes, on lit ce qui suit dans une chronique parisienne : « Tout ce qui arrive journallement est bien fait pour vous ôter la confiance. Il passait qu'il n'y a même plus à croire aux monstres en ce monde. Les monstres leur aussi des dupes. Et quelles dupes ! des populations de plusieurs millions d'âmes, la ville de Paris tout entier ! Le sceptique Paris s'est laissé prendre, dit-on, à la race d'au Barum de haut en bas. La fameuse fille à deux têtes, le rossignol bicephale, Nelly-Christine, en un mot, ne serait que l'assemblage de deux sœurs jumelles parfaitement séparées de corps, mais habituées à faire avec une grande grâce toutes les mêmes mouvements et réunies seulement par vêtement qu'elles portent et qui dissimulent leur véritable sexe. Il est bien difficile d'assumer la vérité d'un pareil fait, mais il est certain cependant, c'est que le coran de Blaauw a réussi à faire examiner le sujet par un membre de l'Académie de médecine expert en toracologie. Un savant fait au Barum l'effet de spectre de Banco, s'asseoir, regarder, mais n'examiner pas. C'est, sa devise. Il serait plaisir que ce véritable phénomène ne lût qu'une invention ou, au moins, un conte, comme le fameux *ret à troups* dont parlait Méry. Le *ret à troupe* n'était qu'un rat d'espèce ordinaire sur le museau d'un rameau, un rameau de la queue d'un rat, de même espèce. Plus d'un savant ne s'en laisse pas moins prendre à s'extasier devant ce *ret à deux têtes*. »

La Tribune médicale donne sur l'éczème quelques chiffres statistiques intéressants. Beaucoup de Français croient faire partie du peuple le plus sain de la terre, mais l'implacable statistique, attribuant sans cause, replace les choses sous leur véritable jour. Mourent, anciennement, d'éczème :

En Autriche	.....	56,000 individus.
En Allemagne	.....	49,600
Aux Etats-Unis	.....	38,000
En Russie	.....	18,000
En Belgique	.....	4,000
En France	.....	1,500

Notes. — Dans les 56,000 Autrichiens il y a 12,000 femmes.

Enfin, au risque de paraître naïf, Paris offre une vraie Cour des Miracles, nous nous demandons encore à l'astrophysique pour avoir le nombre des individus de toute catégorie qui font la plus belle ornement de notre estatut. Il y a, à Paris, en chiffres ronds : 1,450 bourgeois, 1,000 manœuvres, 1,000 invalides auxquels il faut ajouter une jambie, 1,000 cul-de-jatte, 50 malicieux déuses de nez, et 4,800 aveugles. Total : 8,750 écoliers, soit environ 1/205 de la population de Paris. Nombre minimum comparé à celui des étrangères du cerveau, des aveugles, sourds-muets et des sourds systématiques qui échappent à tout recensement.

